

« Ocean-Viking », un désastre européen

Le Monde Publié le 12 novembre 2022 à 10h27 Mis à jour le 12 novembre 2022 à 10h44 Temps de Lecture 2 min.

Editorial du « Monde ». Les trois semaines d'errance du navire humanitaire, qui a fini par accoster à Toulon sur fond de crise diplomatique entre la France et l'Italie, rappellent l'impuissance européenne à mettre en œuvre les droits humains.

L'Union européenne (UE) n'avait pas besoin de cela. Déjà aux prises avec une guerre à ses portes, une crise énergétique, la montée de l'inflation et les tensions que ce contexte exacerbe entre ses membres, voilà que la terrible errance depuis trois semaines d'un navire humanitaire, l'*Ocean-Viking*, chargé de migrants secourus en Méditerranée, remet en lumière son incapacité à organiser la solidarité en son sein. Cela sur la principale question qui nourrit l'extrême droite dans chaque pays – l'immigration – et, partant, menace l'avenir de l'Union elle-même.

Si la France a, finalement, sauvé l'honneur en acceptant que l'*Ocean-Viking* accoste à Toulon, vendredi 11 novembre, après le refus italien, l'impuissance européenne à mettre en œuvre les droits humains qui la fondent historiquement – en l'occurrence la sauvegarde de 234 vies, dont celles de 57 enfants – est extrêmement préoccupante.

Que la France et l'Italie, que rapprochent mille liens historiques, géographiques et humains, en viennent à s'apostropher par ministres de l'intérieur interposés donne la mesure de la déstabilisation d'un équilibre déjà fragile, consécutif à l'arrivée à Rome de Giorgia Meloni, la présidente du conseil italien issue de l'extrême droite.

Sept ans après la crise migratoire de 2015, au cours de laquelle l'UE avait manqué de solidarité à l'égard de l'Italie, y nourrissant la xénophobie, les ingrédients du malaise sont toujours là. Même si les migrants de l'*Ocean-Viking* doivent être répartis dans l'UE, le fragile système de partage des demandeurs d'asile dans une douzaine d'Etats européens, obtenu par la France en juin, qui n'a jusqu'à présent connu qu'une application homéopathique, a déjà volé en éclats avec l'Italie.

Volte-face

Pour l'exécutif français, enclin à présenter l'Union européenne comme un facteur de protection, le scénario de l'*Ocean-Viking* est également désastreux. S'il a pris en définitive la bonne décision, il semble s'être fait forcer la main par le gouvernement italien. Alors qu'Emmanuel Macron avait refusé en 2018 l'accostage de l'*Aquarius*, un autre bateau humanitaire, pour ne pas « faire basculer le pays vers les extrêmes », sa volte-face intervient alors que le Rassemblement national, avec ses 89 députés, a renforcé son emprise sur la vie politique.

Si le dénouement de Toulon devrait logiquement être salué à gauche, il risque de compromettre le ralliement déjà incertain de la droite au projet de loi sur l'immigration, construit sur un équilibre entre régularisation de travailleurs étrangers et fermeté sur les mesures d'éloignement.

Le poids des images et des symboles – le navire chargé de malheureux, le débarquement sous escorte militaire – ne saurait cependant faire perdre la véritable mesure de l'événement : l'arrivée de quelques dizaines de demandeurs d'asile est bien loin de déstabiliser un pays comme la France. Une centaine de milliers de réfugiés ukrainiens y sont d'ailleurs accueillis à bras ouverts. Comme eux, les migrants venus d'autres continents ont droit à un examen sérieux de leur demande d'asile.

Les difficultés d'intégration, les malaises et les craintes que suscite l'immigration dans l'opinion sont évidents et doivent être sérieusement écoutés et pris en compte. Mais, alors que l'extrême droite fait

des migrants le bouc émissaire de tous les dysfonctionnements de la société et tient la mise au ban des étrangers pour la panacée, il faut rappeler que des hommes, des femmes et des enfants sont là, derrière les statistiques et les joutes politiques.